



# Vigilance Soudan

« Il est difficile de trouver un gouvernement plus cruel et perfide que celui du Soudan »

The Economist 09 12 06

Bulletin créé en 1992

[www.vigilsd.org](http://www.vigilsd.org)

N°140 - Janvier / Février 2007

## Darfour en Chute libre, Victoire diplomatique soudanaise, Appel de Paris Sud oublié

**A**u terme de son mandat aux affaires humanitaires des NU, en décembre, Jan Egeland, a déclaré : « Je m'en vais, alors que nous sommes en chute libre... Les pays arabes et asiatiques ne l'ont pas vraiment compris. Le soutien des Etats africains, arabes et musulmans a manqué pour l'envoi de casques bleus. Nous aurons un génocide. Nous pourrions nous trouver dans une situation horrible si les quatre millions de Darfouris qui ont besoin d'assistance humanitaire sont rejoints par un million de personnes au Tchad et un autre million en République Centrafricaine... J'attends que la Chine, les Etats-Unis, la Russie, l'Union Européenne, se réunissent pour fournir bâtons et carottes jusqu'à ce que cela change... La Chine est maintenant activement engagée. »

Béchir refusa obstinément les Casques Bleus et les NU ne voulurent pas les envoyer malgré lui. Après quatre mois de tergiversations, elle lui firent une contre-proposition, une force hybride NU/UA, installée en trois phrases. Béchir s'y opposa, puis les Etats-Unis ayant menacé de passer à l'option stratégique, et le soutien chinois se faisant moins inconditionnel, il accepta. Dès la première phase le Soudan met de la mauvaise volonté.

De plus, cette force n'a pas mandat pour protéger vraiment les populations. *Last but not least*, on savait que Khartoum avait manoeuvré pour la création d'un organisme tri-partite, NU, UA et gouvernement soudanais, aux buts nébuleux. Selon Jan Pronk, l'ancien Représentant Spécial du Secrétaire Général des NU (RSSG) au Soudan, déclaré *persona non grata* pour avoir critiqué la politique soudanaise au Darfour, le gouvernement y a un droit de veto sur tout. De plus, le nouveau RSSG devra avoir l'accord de l'UA avant d'être nommé ce qui implique qu'il devra lui faire ses rapports. Or, il est surtout chargé du Sud-Soudan dont l'UA n'est pas responsable; naturellement Salva Kiir n'a pas été consulté. Une mollesse incroyable des NU, une victoire diplomatique pour Khartoum.

Les espoirs de renégociation partielle du traité de paix sont évanescents. Les rebelles ne croient pas à la volonté de paix de Khartoum dont les actes prouvent la recherche d'une solution militaire. Il bombarde et attaque même le Mouvement d'Abd el Wahid el Nour, en cessez-le-feu depuis 2004. L'entremise de l'Union Africaine et de son médiateur préféré Salim Ahmed Salim, entremise qui serait certes soutenue par les NU, ne sourit pas beaucoup aux rebelles. Bien que nous n'en ayons pas de preuves, nous croyons devoir rapporter l'opinion d'observateurs de plus en plus nombreux, certains, à l'Union Africaine, sont corrompus par le régime soudanais. Le peu de respect que le gouvernement porte aux nombreux accords signés n'est pas non plus un encouragement. Ainsi Minni Minawi, le signataire du faux accord de paix du

Darfour, fut-il accueilli à Khartoum par des banderoles « l'homme de la paix », qui disparurent en deux jours. Ses sept voitures de fonction furent réduites à deux quasi aussi prestement. Il n'a guère que six gardes du corps espions. Par-dessus tout, Conseiller spécial du Président, il demande sur tous les tons le désarmement des janjawid. Résultat : beaucoup plus sont engagés et armés.

Dans cette situation dramatique, Abd el Wahid el Nour, a lancé l'appel de Paris. Il demande à l'Union Européenne et à l'OTAN de venir au Darfour, ce que les NU ne feront jamais. « Vos législations punissent la non-assistance à personne en danger. Il s'agit de peuples. »

L'Union Africaine avait dit l'an dernier que le Soudan ne pouvait la présider tant que la guerre perdurerait au Darfour. Le Soudan lui explique qu'il y a eu un accord de paix et que seules des enclaves ont des problèmes. L'UA fera-t-elle semblant de le croire? Par contre la Cour Pénale Internationale doit prononcer ses inculpations en février. Lors de cette annonce des propos sibyllins furent tenus concernant la chaîne de commandement. S'agirait-il de poursuivre Béchir?

**C'**est avec une volée de bois vert pour Khartoum qui ne respecte pas les accords de paix que Salva Kiir célébra leur second anniversaire. Béchir répondit par des contre-vérités, ce que chacun comprit. Il ajouta qu'il avait lors de la paix remis à Garang soixante millions de dollars pour faire revenir au Sud les membres de la diaspora.. Grande émotion dans le Sud où personne n'avait entendu parler de ce retour. Pagan Amun, chargé de l'enquête, a affirmé que telle n'était pas la destination de l'argent; il prépare un document public. Il a ajouté que le Sud doit rembourser Khartoum par déduction des revenus pétroliers. Les protestations de l'Union Européenne contre les lenteurs de la Banque Mondiale à attribuer ses dons pour la reconstruction ont dû mettre du baume au coeur au Sud.

Nous nous traiterons surtout aujourd'hui, outre des problèmes de sécurité, bien souvent provoqués par Khartoum, des graves difficultés soulevées par l'exploitation pétrolière (*lire le compte-rendu de la conférence de Juba p. 6*).

Salva Kiir doit-il menacer la Chine, l'Inde et la Malaisie de mettre les agissements de leurs sociétés pétrolières sur la place publique ?

*Bételgeuse*

SOMMAIRE en page 8

**DARFOUR**  
**PETITION à l'UNION EUROPEENNE,**  
**imprimée sur papier de couleur,**  
**inclue dans ce bulletin**  
**SIGNEZ-LA, FAITES LA SIGNER**

**Interview d'Abd el Wahad el Nour  
Président du Mouvement pour la Libération du Soudan**

*par notre présidente Simone Dumoulin le 06 01 07*

**AWN** - Notre premier problème est la protection des civils. Khartoum va tout faire pour qu'elle ne fonctionne pas. Le mandat est toujours aussi limité. Ce qu'il nous faut c'est l'OTAN et l'Union Européenne.

**SD** - *Croyez-vous leur venue possible sans l'accord de Khartoum ? S'ils doivent se battre, ils ne protégeront personne.*

**AWN** - Les Darfouris les soutiendront.

**Dau Salih**, Responsable humanitaire - Je reviens du Tchad, nous voulons que la communauté internationale protège les réfugiés contre tous les hommes armés qui viennent du Soudan.

**SD** - *Comment expliquez-vous l'attaque de El Fasher en zone gouvernementale, par des janjawid?*

**AWN** - Après avoir puni les villages pour leurs idées, ils punissent les villes. Depuis 1992, nous sommes pour un Soudan démocratique et laïc.

**SD** - *Vous l'obtiendrez probablement si les élections libres prévues pour 2008 ont lieu.*  
**AWN** Les deux millions et demi de déplacés ne pourront y prendre part.

**SD** - *Des objectifs intermédiaires avec la renégociation d'un accord de paix pourrait leur permettre de rentrer chez eux.*

**AWN** - Khartoum ne respecte pas ses engagements.

**SD** - *C'est bien vrai, mais au moins il ne bombarde plus les Sudistes.*

**AWN** - Oui. Pour une négociation nous voulons que le gouvernement arrête ses attaques contre les civils ; nous demandons qu'elle prenne en compte la propriété de la terre ; d'autres se sont installés dans les terres des déplacés. Nous demandons des compensations matérielles aux déplacés, des compensations morales, que le Soudan s'excuse publiquement pour tout ce qu'il a fait à nos civils, un partage de richesses du Soudan proportionnel à la population avec en plus une discrimination positive en faveur des gens du Darfour qui n'ont ni écoles, ni centres de santé ni rien. Encore moins depuis cinq ans.. Ce sont les demandes des gens du Darfour. Il nous faut en tenir compte, c'est ce que j'ai dit à Khalil Ibrahim qui, après réflexion m'a dit être d'accord. Tout d'abord nous demandons le désarmement de janjawid sous le contrôle de la communauté internationale.

L'accord de paix avec Minni, selon ses propres paroles, n'est appliqué qu'à un pour cent. L'institution du Dialogue Darfour-Darfour était notre idée. Maintenant l'UA veut que ce soit cet organisme qui s'occupe de la propriété de la terre, ce qui ne va pas du tout. (Une décision du DDD n'est pas opposable au gouvernement.). Nous voulons que la loi sur la terre soit changée dans tout le Soudan. Nous voulons aussi que les responsables des crimes commis contre notre peuple soient jugés.

**SD** - *Que pensez-vous de la présence d'autres groupes aux négociations ? Par exemple les janjawid? Après la guerre, vous devrez vivre avec eux.*

**AWN** - C'est bien vrai et nous n'avons pas d'objection.

**SD** - *Et le nouveau groupe arabe rebelle?*

**AWN** - Il n'existe pas. Il n'y a que deux rebelles, le MJE et nous. Le goupe des 20 (*officier*) nous a rejoint depuis longtemps. Son chef est notre responsable financier, il est aussi un de nos commandants militaires. Les autres ont été suscités par le gouvernement pour diviser pour régner. Il a payé aussi des gens pour signer le DPÄ. Le MJE veut un Soudan islamiste et nous un Soudan laïc, comment pouvons-nous réconcilier nos points de vue ?

**SD** - *Peut-être pour une union limitée à la renégociation du traité de paix. Khalil Ibrahim (patron du MJE) a déclaré ne plus être islamiste.*

**AWN** - (*rires*) Je l'ai vu il y a deux mois, il l'était toujours.

**Ahmed Abdallah**, conseiller politique d'AWN- Un autre problème pour la négociation est l'Union Africaine qui est très proche de Khartoum. Pendant les négociations d'Abuja, leur médiateur Salim Ahmed Salim, n'était pas du tout impartial. Après qu'il nous ait remis l'accord pour signature, je lui ai donné un papier exposant nos problèmes, il me l'a lancé à la tête et a demandé qu'on nous applique des sanctions. Après que nous ayons refusé de signer, on ne nous a plus payé l'hôtel. Des affaires à nous y sont toujours. Nous sommes restés cinq jours sans hôtel et sans qu'on nous règle notre billet d'avion, jusqu'à ce qu'il nous soit envoyé par d'autres.

**SD** - *On pourrait peut-être demander à l'UA un changement de médiateur. Le JEM devrait être d'accord là-dessus.*

**AWN** - L'UA ne veut pas de changement. Nous voulons une négociation avec comme médiateur, les NU en première ligne et l'UA.

**Dernière heure**

Après un discours de Konare critiquant bombardements et massacres de civils au Darfour dus au gouvernement soudanais, le Ghana et non le Soudan a été élu Président de l'Union Africaine. Le Soudan en position d'accusé a subi une humiliation.

Selon le Soudan, il a donné son accord pour une « opération hybride » et non une « force hybride »; il refuse donc les casques bleus combattants, la troisième phase.

La CPI est à Khartoum « pour vérifier le sérieux des poursuites par le gouvernement soudanais des personnes soupçonnées de crimes de guerre et contre l'humanité au Darfour ».

Médecins du Monde se retire du Darfour : « L'équilibre entre l'aide que nous pouvons fournir et les risques encourus par notre personnel, est arrivé à un point de rupture ».

Au Sud les autorités civiles et religieuses se plaignent à nouveau des énormes méfaits de l'Armée de Résistance du Seigneur.

## NU/UA

Bécher a annoncé au Soudan sa décision d'accepter une force hybride. Il y eut des manifestations contre. Comme les forces de sécurité n'ont pas battu et arrêté les manifestants, cela veut dire que c'était organisé par le pouvoir qui cherche à montrer de quel courage politique il a besoin.

Certains experts des NU sont déjà au Darfour. Ils portent leur uniforme national, un béret bleu et un brassard marqué en anglais, AU. L'essentiel serait que le mandat des forces hybrides soit élargi par une Résolution du Conseil de Sécurité sous chapitre 7.

## L'épisode Richardson

Le gouverneur Richardson de l'Etat du Nouveau-Mexique, probable candidat démocrate aux présidentielles des Etats-Unis, vint à Khartoum à la demande de la coalition américaine « *Save the Darfour* », hors des circuits officiels.

Il fut reçu par Bécher auquel il demanda d'accepter les casques bleus. La réponse fut non. Par contre il obtint de Bécher un cessez-le feu de 60 jours pour permettre « un règlement politique basé sur le (prétendu) accord de paix du Darfour. » En d'autres termes; de nouvelles tractations. Il avait, disait-il, obtenu l'accord des rebelles et s'en alla satisfait. Il y a peut-être eu une embrouille. Selon les rebelles, et à notre connaissance, il n'y a pas de réaction de Richardson. Il aurait posé la question aux rebelles délégués auprès de la commission de cessez-le-feu de l'Union Africaine, en aucun cas des responsables. Leurs chefs rebelles dirent non. Déjà 60 jours paraissent très courts.

Un succès aurait aidé Richardson à devenir président des Etats-Unis, les Américains, contrairement à ce qu'il semble aux Français, mesurent pour voter les capacités diplomatiques des candidats.

## Combats

Les rebelles du Front de Rédemption National ont attaqué le champ pétrolier d'Abou Jabra dans le Kordofan Ouest, à la frontière du Sud Darfour le 26.11. Ils disent avoir fait de nombreux prisonniers et récupéré beaucoup d'armement. L'armée affirme au contraire les avoir repoussés. Selon un officier anonyme pétrolier, la production fut endommagée, elle ne s'élève qu'à 10 000 barils/jour.

Fin décembre l'armée soudanaise attaquait près de Kobah un convoi de la SLA/Abd el Wahid, non signataire qui respecte le cessez-le feu, qui se rendait du Nord au Sud Darfour. La SLA a repoussé l'attaque et saisi, selon elle, 200 véhicules. L'armée dit le contraire et prétend avoir attaqué des forces du FNR, pour lesquelles il n'y aurait pas de cessez-le-feu, cette formation ayant été créée après les accords de paix. L'armée soudanaise avait déjà attaqué en novembre les positions de la SLA, avec des bombardements et des janjawid, pour l'empêcher de tenir une réunion de ses commandants. L'ALS reproche au gouvernement de ne pas vouloir la réunification de ses factions Minni/Abd el Wahad. Depuis les attaques gouvernementales consistent surtout en bombardements qui attaquent aussi les civils.

## Exactions

## confirmées, commises en décembre

Comme le disait Goebbels, proférer des petits mensonges ne sert à rien, il faut vraiment mentir. C'est ainsi que, fin novembre, Bécher déclarait que le nombre des morts au Darfour n'excédait pas 9000. Pour les NU, au moins 200 000, de fin 2003 à mars 2005, pour six ONG, 400 000, il y a peu, pour Eric Reeves, 500 000 ; toujours selon Bécher, tout propos sur la détérioration de la situation est faux, les troubles au Darfour ont été exploités politiquement par les étrangers. Même les partis politiques soudanais se sont indignés, le parti du Congrès Populaire de Tourabi et le parti Umma du Mahdi selon lequel « les étrangers sont meilleurs pour notre peuple que notre président ». Sans compter le rebelle signataire de la paix, Minni Minawi. Pour Louise Arbour la haut Commissaire pour les droits de l'homme des NU, « les atrocités sont quotidiennes ». Une semaine plus tard, au moment de l'attaque

de El Fasher par les janjawid (voir plus bas), le même Bécher s'indignait du silence international sur les violations perpétrées par les rebelles.

Selon les NU, les 1er et 2 décembre, au Nord Darfour, l'armée et les janjawid ont attaqué deux fois le village d'Abou Sakin. Ils l'ont brûlé. Tout le bétail fut pillé. Au Sud-Darfour, deux véhicules d'une ONG furent arrêtés par l'armée qui prétendit qu'elles n'avaient le droit d'aller ni à Dérabat, ni dans le Jebel Marra. Au Darfour Ouest, le véhicule d'une ONG fut arrêté par deux hommes armés à chameau qui leur prirent leurs téléphones portables et leur argent ; les NU ont évacué 32 personnes appartenant à des ONG qui le leur avait demandé pour cause d'insécurité. Tout cela est le quotidien.

Le 4 décembre des janjawid très bien équipés, qui ne font jamais rien sans ordre de l'armée, ont attaqué et pillé le marché de la capitale du Nord-Darfour, el Fasher, en zone gouvernementale. El Fasher abrite l'armée soudanaise, et un grand nombre de déplacés; la ville est le siège des observateurs de l'Union Africaine. Au moins dix personnes ont été tuées. Quatre jours plus tard les janjawid étaient toujours là. La situation en ville était très tendue, on entendait des tirs sporadiques. Le 10 décembre deux officiers de l'Union Africaine y furent kidnappés. Le 24 12, un policier était tué et trois autres blessés. Comparé aux autres attaques janjawid, ce ne sont que vétilles. Les NU ont évacué des diplomates et des travailleurs humanitaires: c'était un des buts de l'opération, les autres étant de punir des gens qui pensent mal et de « prouver » que les janjawid ne dépendent pas de l'Etat. (ST 4 12; AFP 4 / 5 12; AP 6 12; Reuter 9 12 ST 19 12 AFP 24 12).

Selon l'UA, dans l'ouest Darfour, le 10 12, des hommes armés tuent 22 civils, en blessent 12 ; des janjawid tuent 30 civils y compris un certain nombre brûlés vifs dans l'embuscade d'un camion.

(Les autorités, qui n'y étaient pas, disent que les attaquants sont des rebelles, puis l'armée dit que les janjawid sont des hors-la-loi).

Selon le quotidien de Khartoum *Al Ayam*, des janjawid tuent 7 civils près de Kutum au Nord Darfour.

Selon l'agence officielle soudanaise SUNA, des hommes armés non identifiés tuent un policier et en blessent trois autres au Nord Darfour.

Les NU ont trouvé un village complètement vide, avec plus de cinquante maisons brûlées; les habitants se cacheraient dans les collines.

Selon IRIN 10 janjawid ont attaqué deux camions transportant de l'aide alimentaire; les combats dans le Jebel Marra ont poussé des gens de Zalingei à s'enfuir.

Selon l'UA, l'aviation soudanaise a bombardé un camp rebelle deux jours après qu'un responsable UA y soit allé et les ait persuadés d'un cessez-le-feu. Le Soudan était informé. De même source, deux femmes ont été tuées près d'un camp de déplacés.

Enfin l'UA rapporte un combat tribal. Ce n'est pas une affaire de janjawid puisque la Sécurité soudanaise est allée sur place.

Le Ministre de la Justice reconnaît 39 viols au Darfour de janvier à juin 2006; les NU précisent qu'un seul auteur a été convaincu de viol.

**Le 17 janvier, les NU ont déclaré qu'au cours des 6 derniers mois, 250 000 personnes ont été déplacées, souvent pour la deuxième ou troisième fois, de très nombreux villages ont été brûlés et pillés, des plantations et des récoltes, détruites, les violences contre les femmes ont atteint un niveau alarmant (Centre de Nouvelles des NU).**

Les bombardements ont repris sur un rythme accéléré. L'un d'entre eux qui dura plusieurs heures fut confirmé par l'UA. Il s'agit pour Khartoum et malgré ses promesses à l'UA d'empêcher une réunion de groupes rebelles qui veulent se mettre d'accord sur leurs demandes lors d'une renégociation de l'accord de paix.

## Des arabes darfouris créent un groupe rebelle

Des arabes darfouris s'intitulant Troupes des Forces Populaires (TFP), ont déclaré le 5 décembre avoir pris les armes contre Khartoum pour combattre la marginalisation du Darfour. Ils croient que les autres rebelles combattent pour une juste cause, déclarent que les milices arabes (janjawid) sont une minorité de mercenaires qui ne représentent pas les Darfouris arabes, n'incarnent ni leur héritage, ni leur courage, ni leur sacrifice pour la paix et la justice. Ils appellent les rebelles non-signataires à travailler avec eux contre le gouvernement.

Ils sont issus de ces tribus arabes du **Sud Darfour** qui refusèrent toujours à Khartoum de lui fournir des janjawid. (Ils ne souffrent pas de la sécheresse comme les tribus du Nord). Depuis 2003, de nombreux mouvements arabes darfouris s'étaient opposés à la guerre lancée par le gouvernement contre les rebelles. Certains ont signé des accords politiques avec certains groupes rebelles (Sudan Tribune 6 12).

### Les arabes darfouris sont aussi des victimes

Julie Flint The Washington Post (Résumé)

*La quatrième année de la guerre des dizaines de milliers d'arabes darfouris s'accrochent à la vie dans une vallée sise au Nord du Jebel Marra. Leurs habitats ont été détruits, leurs troupeaux, visés, leurs routes migratoires traditionnelles, coupées, les villages, marchés et centres de santé, abandonnés et en ruines. Leurs enfants ont l'un des taux de mortalité les plus élevés du Darfour, rougeole, coqueluche; hépatite E, méningite. Dans un hameau, neuf adolescents périrent en trois semaines dans des puits creusés à la main qui s'effondrèrent.*

*Les chameliers du Nord Darfour Abbala ont toujours été les plus vulnérables et les plus négligés parmi toutes les communautés de la région. Il n'est pas surprenant que ce soit parmi eux que le gouvernement a recruté le plus de janjawid. Leurs crimes atroces, viols, pillages, meurtres, ont fait oublier que ces nomades sont eux-mêmes des victimes, que le gouvernement a transformés en criminels en série, à cause de la sécheresse, de la désertification et d'une pauvreté abjecte qui font disparaître leur manière de vivre. Ce sont eux qui furent les moins secourus pendant la grande famine de 1984-1985. Ils souffrirent atrocement.*

*Peu des 300 000 Abbala ont rejoint les 20 à 30 000 janjawid. La plupart ont refusé, conscients que de bonnes relations avec leurs voisins non arabes sont plus importantes qu'une alliance avec un gouvernement installé à des centaines de milles qui ne se préoccupe pas d'eux. Cependant ils sont tous stigmatisés pour les crimes des janjawid.*

*Aujourd'hui, Musa Hilal est le premier sur la liste des criminels de guerre du Département d'Etat ; il est suivi de nomades en échec. Pour certains,, prendre les armes contre les rebelles eut une dimension idéologique; une immersion dans un mélange délétère de fondamentalisme islamique et de suprématie arabe, prêché par les extrémistes du Rassemblement Arabe créé naguère par Gadhafi. Pour d'autres,c'est un mécanisme destiné à faire face à la perte de leur manière de vivre, porté à des extrêmes génocidaires.*

*Les nomades ne vont pas chercher d'aide dans les camps de déplacés. Ils craignent le confinement et redoutent d'être attaqués. Les travailleurs humanitaires qui expriment leur inquiétude auprès des dirigeants des NU ne rencontrent que le silence. Les moniteurs des Droits de l'homme des NU n'enquêtent jamais sur les exactions qu'ils subissent. Ils ne furent pas invités aux négociations de paix. L'Union Africaine les ignore. Khartoum continuera à trouver des recrues pour sa guerre sanglante à moins que la communauté internationale ne comprenne pourquoi il y a des janjawid et n'inclue les chameliers dans le processus politique de développement qui seul peut apporter la paix et panser les blessures du Darfour.*

## Le pétrole au Sud-Darfour

Des analyses de photos satellites montrent qu'il y a peu de puits et peu d'activités dans les champs pétrolifères concédés au Chinois au Sud Darfour.

## QU'ARRIVE-T-IL AU TCHAD MAINTENANT

Human Rights Watch  
Traduit et résumé par VS

Le Tchad supporte à la fois un conflit interne armé et les effets de la crise du Darfour.

Une insurrection tchadienne contre le gouvernement tchadien, basée au Darfour et soutenue par le gouvernement soudanais, lance des attaques au Tchad.

Des milices soudanaises (janjawid) opérant depuis le Darfour accroissent leurs attaques contre les civils tchadiens dans le Tchad oriental.

Ce qui enflamme des tensions ethniques au Tchad.

Cette année les attaques armées dans le Tchad oriental ont provoqué le déplacement d'au moins 90 000 personnes et ont inclus l'usage du viol. La crise actuelle a potentiellement des conséquences à long terme sur les relations ethniques.

Des groupes de milices des deux bords politiques, se combinent. Certains, composés de Dajo et de Mouro, non arabes, reçoivent le soutien de mouvements rebelles du Darfour, qui eux sont armés par le gouvernement tchadien. Ces groupes sont responsables d'utilisation d'enfants soldats et d'attaques contre les civils arabes. D'autres milices formées surtout d'arabes tchadiens opèrent seules ou avec les janjawid soudanais. Toutefois certains groupes arabes ont résisté à l'enrôlement ; d'autres non arabes participent aux attaques contre d'autres africains avec les groupes arabes.

Dans l'ensemble on arrive à une politisation de l'ethnicité ce qui inquiète avec la quantité d'armes et de munitions qui arrivent dans la région.

### Que peut faire la communauté internationale?

Appliquer la Résolution 1706 du CS des NU en déployant des casques bleus le long de la frontière pour protéger les civils, surveiller le respect de l'embargo sur les armes au Darfour, rapporter les mouvements des groupes armés traversant la frontière, enquêter et rapporter publiquement les attaques de civils à travers la frontière et les autres incidents dans la zone.

Demander au gouvernement tchadien de cesser de soutenir les groupes armés responsables d'attaques contre les civils, d'utiliser des enfants soldats, de recruter par la force des personnes déplacées et d'armer des milices ethniques abusives.

Demander au gouvernement soudanais de cesser de soutenir les groupes armés responsables des attaques contre les civils.

## ATTAQUE EN REGLE DU CARDINAL WAKO

Texte complet en français et en anglais sur notre site : [www.vigilsd.org](http://www.vigilsd.org)

Dans son message de Noël, le cardinal Archevêque de Khartoum, Zubeir Wako, a, après une homélie mystique, durement critiqué les non mises en oeuvre des accords de paix signés, les combats continuels dans tout le Soudan, la possession d'armes hors de tout contrôle. Il a dénoncé la corruption: « Plusieurs personnes ont construit des empires de richesse et de pouvoir et même des armées. La corruption et les détournements de fonds publics et de la terre aux dépens des pauvres, des faibles et de la nation en général, sont largement répandus au point que chacun peut les commettre en toute impunité et même avec orgueil. » Il s'agit là de tout le Soudan.

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : [vigilsd@wanadoo.fr](mailto:vigilsd@wanadoo.fr)

Dépôt légal : Février 2007 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

# SUD-SOUDAN

## Insécurité

### Malakal : Adieu au vent d'espoir

Cent cinquante morts, quatre cents blessés, des hôpitaux n'arrivant pas à faire face à la situation, des cadavres flottant sur le Nil, polluant la seule source d'eau potable, des civils affolés en fuite, tel est le bilan des combats qui ont opposé les milices pro-gouvernementales et l'armée soudanaise à l'ALPS, l'armée du Sud; à Malakal, capitale du Haut-Nil, la région pétrolière du Sud-Soudan.

Les milices, des Nouer, auraient dû depuis longtemps choisir entre rejoindre l'armée soudanaise et l'ALPS, ce qu'elles n'ont pas fait, bien que leurs chefs soient officiers supérieurs de l'armée soudanaise. L'armée soudanaise devrait avoir quitté le Sud en juillet 2007, elle est toujours aussi présente, Khartoum veut garder son armée et ses milices en région pétrolière contrairement à l'accord de paix.

Un incident mit le feu aux poudres. Le Commissaire du comté de Pangak, résidant à Malakal eut sa maison attaquée le 24, puis le 26 novembre, par des hommes armés, apparemment à l'instigation de Gabriel Gatwick, alias Tanginya, un chef de milice Nouer, qui, avec une arrogance surprenante, voulait le poste dont il aurait, selon le *Khartoum Monitor*, délogé son rival. Ni l'ALPS, ni la police ne bougent. Le 27, Tanginya envoie un groupe de ses miliciens dans une zone résidentielle de Malakal. Ils tuèrent un soldat ALPS et en blessèrent un autre. La police voulut les arrêter. Les attaquants tuèrent un policier et allèrent se réfugier au quartier général de l'armée où Tanginya s'enfuit aussi. L'ALPS demanda que Tanginya fut remis soit à elle, soit à la police pour être jugé. Le commandant refusa. Le gouverneur de l'Etat décida d'expulser de Malakal, Tanginya et son adjoint Thomas Mabor. Tanginya fut exfiltré vers Khartoum, mais son adjoint refusa. Le 28 novembre la milice attaqua une résidence ALPS puis commença à tirer au hasard dans la ville. Attaqués par l'ALPS, ils se réfugièrent à nouveau dans la caserne de l'armée. C'est là qu'eurent lieu les plus forts affrontements entre ALPS et armée soudanaise. Cette dernière attribua l'affrontement à une attaque des Unités jointes (armée/ALPS) par l'ALPS. Quand le ministre de la Défense parla des pertes devant le parlement il n'en mentionnera aucune de ces Unités Jointes.

Les NU, responsables du maintien de la paix, évacuèrent de Malakal 240 agents de leur personnel civil et décidèrent un cessez-le feu qui confine aux deux extrémités de la ville, armée soudanaise et ALPS, ce qui fut appliqué. Le cessez-le feu comporte le retour de Thomas Mabor à Khartoum, sa milice sera intégrée dans l'armée mais continuera à être stationnée à Malakal.

Le Président du Sud-Soudan, Salva Kiir revint précipitamment d'Afrique du Sud. Après avoir déclaré qu'un renouvellement de ces attaques mettrait en péril la paix du Sud et demandé au ministre de la Défense de lui remettre Tanginya et Mabor pour être jugés, -sans résultat-, il laissa le porte-parole du MLPS, Pagan Amun, blâmer violemment les milices pour leur présence et leurs actes ainsi que le Congrès National (parti de Béchir), qui convoite les richesses du Sud-Soudan, pour en être responsable. Une délégation de l'armée soudanaise vint voir Salva à Juba discuter des mesures à prendre pour éviter de nouveaux affrontements. Il envoya à Malakal son vice-président, le Nouer Riek Machar, qui prit les choses en main avec loyauté. Il promit une enquête et la présentation à la justice des responsables.

Le Ministre de la Défense donna l'ordre aux milices de rejoindre le Nord. Répondant à une enquête urgente du Parlement, il annonça 86 morts et 285 blessés dus aux affrontements, sans se préoccuper des chiffres des NU, 150 et 400. Les NU savent ce dont elles parlent, elles ont ramassé les morts et se sont efforcées de trouver personnel et matériel pour soigner les blessés.

Tom Vraalsen, chef de la Commission d'Evaluation de mise en place du traité de paix, a déclaré qu'on ne pouvait accepter la violation très sérieuse du traité que constitue le maintien des milices. Selon lui, l'accord de paix est sérieusement violé en région d'exploration et d'exploitation pétrolières, « une vaste dégradation de l'environnement... les intérêts des communautés locales totalement mis de côté. »

Les Nouer de la diaspora ont cherché, par solidarité ethnique, à justifier le comportement des milices. Ils évoquent les violations des droits de l'homme qui ont accompagné la scission de l'ALPS au début des années 90 ; ils rappellent l'absence des milices aux pourparlers de paix ; seuls le gouvernement soudanais et le MLPS y étaient présents. Curieusement ils en accusent surtout le MLPS, alors que Béchir, était alors au pouvoir, tandis que le MLPS n'y était pas. Ils reprochent à ce dernier d'avoir arrêté les pourparlers avec les milices SSDF quand leur chef Paolino Matiep eut rejoint l'ALPS avec une grande partie de sa milice. Ils lui reprochent aussi d'avoir une administration essentiellement Dinka. C'est certainement vrai mais outre son préjugé pro Dinka, Salva fait-il confiance aux Nouer, à part le fidèle et concussionnaire Riek Machar? Ils affirment aussi que les SSDF rattachés à l'ALPS ne touchent pas leur solde. Les autres sources de *Vigilance Soudan* disent qu'ils la touchent avec retard. Quoi qu'il en soit, un général ALPS, ex-SSDF, s'est rangé du côté de Khartoum après l'affaire de Malakal. Il dit avoir 5000 hommes.

Certes, il est regrettable que les Nouer ne s'intéressent pas au sort affreux des autres Nouer en région pétrolière.

Sur l'insistance de Salva Kiir, certaines milices pro gouvernementaux furent réunis dans la caserne de Malakal pour être réexpédiés au Nord. Pendant la nuit un certain nombre de miliciens s'échappèrent, ils veulent rester au Sud. Depuis on n'a aucune nouvelle, ni des uns, ni des autres.

### Unités jointes

Des soldats ALPS appartenant aux Unités jointes (mi-partie armée Soudanaise/ ALPS) se sont livrés à des actes de violence à Juba le 15/12, tirant en l'air et attaquant les stations de radio qui rapportaient leurs activités. Deux personnes ont été tuées et deux blessées par des balles perdues.

Une affaire de solde qui doit être payée par le gouvernement central. Depuis septembre ils refusaient de la recevoir Ils réclamaient les 9 mois d'arriérés entre le moment où les Unités Jointes auraient dû être formées et le moment où elles l'ont été. L'ALPS, elle avait reçu ses arriérés.

La question est sous étude avec le gouvernement soudanais. Un couvre-feu a été instauré.

Tout est rentré dans l'ordre.

Compte-tenu des événements de Malakal, le gouvernement du Sud-Soudan se demande si quelqu'un (Khartoum!) est derrière ces actes de violence. Six officiers et vingt-deux sous-officiers ont été emmenés à Yei pour être interrogés.

### Armée de Résistance du Seigneur

Ce rebelle ougandais qui enlève, mutile, force à l'anthropophagie, etc., en Ouganda, au Sud-Soudan et même au Congo, a beaucoup ajouté à l'instabilité du Sud-Soudan. Pour régler le problème, le Sud-Soudan sert de médiateur entre l'Ouganda et l'ARS depuis plusieurs mois..

Malgré de nombreux soutiens internationaux, les pourparlers n'avancent pas. L'ARS devait avoir réuni ses hommes dans deux centres; ils sont loin de l'avoir tous faits, prétendant avoir été attaqués par l'armée ougandaise. Les observateurs indépendants disent que le lieu du combat était fort éloigné du lieu de rencontre. L'ARS menace de suspendre une fois de plus les pourparlers : des Sud-Soudanais ayant dit que Béchir la soutenait pour déstabiliser le Sud-Soudan, ce dernier rétorqua que si les pourparlers n'aboutissaient pas, il viendrait lui aussi la chasser du Soudan. Il ne veut pas de nous? Dirent ils. On s'en va, on abandonne les pourparlers. Les délégués de l'ARS aux pourparlers viennent de la diaspora et poursuivraient d'autres buts. Tous les espoirs ne sont pas perdus.

Les chefs ARS préfèrent être jugés en Ouganda que par la CPI qui les a inculpés, et qui, selon eux, a des « préjugés. »

### Jonglei, Total, Lundin

Les contrats pétroliers de Total et du suédois helvétique Lundin ont été illégalement attribués par des VIP anonymes du Sud-Soudan au britannique White Nile et au bulgare Ascom. Ces sociétés étant parfaitement incompétentes, on pensait qu'elles abandonneraient moyennement finance. Il semble bien que la société pétrolière malaise Petronas, accorde son assistance technique à Ascom et serait prête à l'accorder à White Nile.

Tel fut le sujet de la Conférence qui se tint à Juba les 1<sup>er</sup> et 2 novembre sous l'égide de NESI, un réseau d'associations de société civile soudanaises et d'ECOS, collectif d'associations dont Vigilance Soudan fait partie. Le cri est général contre la façon dont les choses se passent.

## Environnement

**Riek Machar**, vice président du Sud-Soudan : Les sociétés pétrolières ne s'occupent pas du traitement des déchets ni des eaux contaminées. Dans le Haut Nil Ouest il n'y a plus de production agricole. **Angelina Teny**, secrétaire d'Etat, ministère du pétrole, gouvernement central, son épouse : Le Soudan a besoin de penser aux générations futures.

**Professeur Asim el Moghraby**, SECS, doyen des Etudes environnementales, Université de Khartoum : Il n'y aura plus de pétrole dans quelques années et il ne restera qu'un environnement dilapidé. Il existe 180 règlements environnementaux concernant 81 institutions gouvernementales appartenant à 17 ministères du gouvernement central. La volonté et la capacité de les mettre en oeuvre manquent.

Le Sudd est le plus grand marécage tropical au monde. Les pétroliers y ont construit des milliers de kilomètres de routes surélevées qui obstruent le flux des eaux et gênent le mouvement des troupeaux. Un lourde déforestation a lieu ; elle fut estimée il y a deux ans par le directeur des forêts dans les blocks 1, 2 et 4 à 579 millions d'arbres. Obligeons-nous les sociétés à replanter? Non.

Toutes sortes de puits existent, les puits qui brûlent, les puits d'exploration et d'exploitation, les puits d'égouts, les puits de détritus, ils sont abandonnés sans soin. Il n'y a pas de traitement des eaux usées. Les méthodes d'exploration et d'exploitation sont en contravention directe avec les lois.

**John Luk Jok**, Ministre Culture, Jeunesse, Sports, Gouvernt. SS : Selon la constitution, l'Evaluation de l'Impact Environnemental doit être menée avant le développement pétrolier. Cela ne fut pas fait. **Général Philip Thon Leek Deng**, gouverneur de l'Etat de Jonglei : L'impact négatif sur l'environnement est dû aux émissions de gaz et aux déversements de pétrole. Les compagnies doivent conduire leurs opérations selon des standards de santé, de sécurité et d'environnement reconnus et causer un minimum de mal à la vie sauvage, aux eaux, pêcheries, terres arables et de pâtures. Il faut limiter les bruits excessifs, ramasser et traiter les déchets nuisibles, limiter le risque de pollution en creusant des puits d'exploration, prendre des mesures pour prévenir la pollution des eaux, boucher les puits abandonnés et quand on réinjecte des gaz naturels, minimiser les dégâts sur l'environnement et la santé de la population. Rien de tout cela n'est fait.

J'appelle le gouvernement du Sud-Soudan à formuler des lois et à employer des sociétés consultantes spécialisées, pour voir ce qui se passe et recommander les mesures appropriées.

**Taban Deng Gai**, gouverneur de l'Etat du Haut-Nil Ouest : Quand c'était Chevron qui travaillait les choses ne se passaient pas ainsi

**Suzanne Jambo**, coordinateur NESI : Le gouvernement d'unité nationale et celui du Sud-Soudan devraient être encouragés à superviser les sociétés pétrolières.

**Professeur Tingwa**, Mundri Relief and Development Association : Les sociétés pétrolières devraient être poursuivies devant les cours de justice .

(La conférence n'a pas fait allusion à l'utilisation par les pétroliers des élévations sablonneuses où s'élevaient les villages en saison des pluies, pour la construction des routes. VS)

## Droits de l'homme

**Elia Bloch Kur**, membre du parlement du Sud : A qui iront les revenus pétroliers? Dans le Haut-Nil Ouest, les villages sont

détruits pour le pétrole. Les troupeaux ne survivront pas. Si la guerre doit recommencer, cela peut partir d'ici. Les compagnies ne veulent pas employer de gens de la région. Ils amènent des Nordistes et les installent dans la région. Ils veulent chasser les Sudistes. Les citoyens ne peuvent se déplacer librement. Les noms des villages sont changés. Ainsi Palioch est devenu Faluja. On refuse de l'eau aux habitants, la rivière Yale est bloquée, les gens souffrent du manque d'eau, c'était une région agricole riche, il n'y a plus d'agriculture.

**Rev. Matthew Deang**, Liech Holistic development services : Nous continuerons à demander au gouvernement de donner des compensations aux gens dans les zones d'exploration pétrolière et nous espérons que la communauté internationale nous soutiendra. **Angelina Teny** : Les 2% de revenus pétroliers (destinés aux Etats) doivent être utilisés pour l'impact social. **Paul Mayom Akech**, gouvernement du Sud-Soudan: Depuis la fin des années 70, déplacements forcés et massacres ont eu lieu dans les champs pétrolifères. Les personnes déplacées ne sont pas en sécurité dans leurs nouveaux emplacements. C'est seulement depuis 2004 que j'ai entendu parler de procès faits aux compagnies pétrolières. Est-il adéquat de restaurer l'ancienne existence?

**Jay Park**, Macleodixon : L'accord de paix prévoit des compensations dans la mesure où les droits ont été affectés. Il faut commencer un processus légal qui définisse les violations, se concentrer sur les réclamations qui ont un impact économique clair et présenter les résultats de ce processus aux parties aux contrats pétroliers.

**Sarah Nayath**, parlementaire du Haut-Nil : On ne demande pas leur avis aux gens avant de les installer dans un nouvel endroit, ainsi à Paloich. Dans le Haut-Nil les communautés ne sont pas protégées la vie n'est pas sûre pour elles, le viol par des commerçants du Nord est commun. (Après quoi les femmes ont un enfant et se résignent VS). Les enfants en souffrent physiquement et psychologiquement, quand les commerçants retournent au Nord, ils abandonnent leurs familles. Le marché local est dominé par des gens du Nord qui apportent même l'eau potable. Leur nombre va croissant. Ils répandent l'islam qui n'existait pas avant le pétrole. Les communautés veulent garder leur religion ancestrale et le christianisme. L'islam est protégé dans le Nord. Si mon peuple veut protéger sa religion, c'est son droit.

**Rev. Matthew Deang** : L'Eglise presbytérienne et le peuple du Haut-Nil Ouest ont porté plainte devant les tribunaux New-Yorkais contre (le pétrolier canadien) Talisman à cause des déplacements de population. Le tribunal a dit que c'était la responsabilité du gouvernement soudanais ; des membres du parlement veulent déposer une motion devant le parlement du Sud pour un procès du peuple du Haut-Nil Ouest contre l'Etat.

**Commissaire Godana Doyo Adhi** Droits de l'homme Kenya : Les gouvernements portent la première responsabilité pour le respect des droits de l'homme, mais le secteur privé est obligé par le droit international de les respecter et promouvoir.

## Autorité publique

**Riek Machar** : Tous les niveaux de gouvernement, depuis celui d'unité nationale, au gouvernement du Sud-Soudan, au niveau des Etats, tous ont des compétences pétrolières. C'est stipulé par l'article 190 de la constitution du Soudan et l'article 183 de celle du Sud-Soudan. Les institutions qui surveillent le pétrole sont le ministère de l'Energie et la Commission bi-partite dont les membres ont été nommés mais qui n'opère pas encore. **Angelina Teny** : La loi est la loi. L'accord de paix définit clairement que les seules forces de sécurité des champs pétroliers doivent être les Unités jointes (armée soudanaise/ALPS). Nous y avons toujours l'armée soudanaise. Les compagnies pétrolières ignorent les différents niveaux de gouvernement. C'est dû au fait qu'au ministère de l'énergie, nous avons une règle, « la règle de l'engagement », selon laquelle les compagnies ne peuvent avoir à faire qu'avec le ministère.

**John Luk Jok** : Les Etats, les communautés affectées par le pétrole, n'ont aucun rôle ni dans sa direction ni dans son développement. Le parti du Congrès National (Béchir) pense que tout le développement pétrolier doit être sous le contrôle du ministère de l'énergie. Nous sommes en désaccord. Les compagnies ne sont pas au-dessus de la loi. Elles peuvent être déférées devant les tribunaux. Le problème des compensations est laissé aux individus. Les communautés devraient employer des avocats. La constitution du Sud-Soudan prévoit que le gouvernement peut fournir l'aide légale à ceux qui n'ont pas assez d'argent. **Sarah Nayath** : Les Chinois se promènent partout et les communautés ne savent pas qui ils sont. Où le Commissaire, où les chefs locaux interviennent-ils? Nous n'avons personne à qui poser ces questions ....

**Général Philip Thon** : Les compagnies devraient comprendre que le Sud-Soudan n'est plus un *no man's land* prêt à être saisi. Il y a des niveaux de gouvernement et des lois qui doivent être respectés. **Professeur Tingwa** : Les sociétés doivent faire beaucoup plus qu'obéir au gouvernement .

**Jay Park** : Le gouvernement du Sud-Soudan pourrait prendre des mesures : Prouver que le non-fonctionnement de la Commission pétrolière est une atteinte à l'accord de paix. Prendre les mesures que vous souhaiteriez mettre en oeuvre si la commission existait, basées sur la responsabilité gouvernementale sud soudanaise dans les accords de paix : Formuler des politiques publiques et des parangonnages (guidelines) en relation au développement et à la direction du secteur pétrolier.

Surveiller et évaluer la mise en oeuvre de ces politiques ; si ce n'est pas possible surveiller la politique du gouvernement du Sud-Soudan dans toute l'étendue possible; ajouter ce qui n'est pas possible aux atteintes à l'accord de paix.

Développer des stratégies et des programmes pour le secteur pétrolier.

Négocier et approuver tous les contrats pétroliers au Soudan. Préparer un contrat modèle, mesures fiscales incluses, en utilisant les meilleures pratiques internationales.

Quand tout ceci est prêt, si la Commission ne travaille pas encore, montrer l'étendue des activités qui ne suivent pas les volontés du gouvernement du Sud-Soudan

Approcher les sociétés pétrolières. Elles préfèrent la paix à la guerre et la Commission est une demande clé pour la continuation de la paix.

### Contrats pétroliers

**Jay Park** : Trois aspects causent des soucis aux investisseurs, le droit de faire de l'argent, la stabilité, un arbitrage international contractuel. On appelle « négociations obsolètes », le changement du pouvoir de négociations en faveur de l'Etat hôte quand une société, encouragée à investir, a engagé son capital. Des problèmes sont prévisibles dans la mise en oeuvre. La Commission pétrolière a les pouvoirs de mener une politique, mais comment cette politique sera-t-elle mise en oeuvre par le gouvernement ? Jouera-t-elle un rôle d'observation, de vérification des comptes, de mise en oeuvre des contrats ? Si non, la simple approbation d'un contrat signifiera peu. Accorder un droit à des représentants du gouvernement du Sud-Soudan à des « Comités de Coordination joints » pourrait être une manière de le faire.

Il existe des possibilités d'améliorer les contrats existants en ce qui concerne l'environnement, le bénéfice aux communautés locales et la formation, à condition de respecter les accords fiscaux. L'accord de paix dit : « Si on juge que les contrats existants soulèvent de problèmes sociaux et environnementaux fondamentaux, le gouvernement du Soudan mettra en oeuvre des mesures pour y remédier. »

### White Nile et Ascom

**Riek Machar** : Le gouvernement du Sud leur a imposé des règles pour protéger l'environnement. Il faudrait s'en occuper.

**John Luk Jok** : Ces sociétés explorent dans les marécages très sensibles. Elles doivent être particulièrement attentives. **Suzanna Jambo** : Les peuples du Sud-Soudan ont le droit de connaître l'impact que leurs travaux aura sur leurs vies et leur environnement.

**Angelina Teny** : La conférence devrait s'occuper du problème des contrats White Nile et Ascom et des disputes pour savoir qui est le propriétaire en droit de ces concessions (*cela n'a pas été fait*).

**Général Philip Thon** :Lundin et Total parlent au gouvernement d'Unité nationale et à celui du Sud-Soudan pour essayer de réclamer ce qu'ils disent être leur concession. Nous, à Jonglei parlons à White Nile. Et Ascom. Pour que notre environnement soit protégé et que les projets de développement social soient mis en oeuvre.

### La maladie hollandaise

**Jeni Klugman**, Banque Mondiale, Economiste chef pour le Soudan et l'Ethiopie : Ce terme vient des Pays-Bas en 1966, quand le boom économique qui suivit la découverte de gaz naturel amena le déclin des manufactures locales. L'exportation de pétrole amène une augmentation de la valeur de la monnaie, les importations sont moins chères et les exportations plus chères.

Pour l'éviter il faut promouvoir la productivité des secteurs non pétroliers, d'abord l'agriculture traditionnelle, développer les exportations par exemple dans l'agriculture à haute valeur ajoutée, la manufacture, les services, et créer un climat qui facilite l'investissement et abaisse les coûts dans de nouvelles activités.

**Général Sumbeiyu**, médiateur aux pourparlers du Sud : Le Soudan n'a pas besoin de réinventer la roue et ne devrait pas craindre d'examiner les exemples d'autres pays où le pétrole a été une bénédiction, la Norvège la Malaisie, le Timor Est.

### Transparence

**Général Sumbeiyu** : L'utilisation transparente des revenus pétroliers à tous les niveaux de gouvernement peut être un outil très important en assurant la population de stabilité financière et de gains économiques. **Jeni Klugman** : L'information est essentielle comme l'engagement politique. Les techniques incluent l'audition des budgets publics, des ateliers locaux, une surveillance extérieure et une prise de conscience des media.

**Diarmid O'Sullivan** : Dans beaucoup de pays il existe un manque de transparence des revenus des sociétés pétrolières, gazières et minières. Cela peut à l'évidence mener à une énorme corruption, une perte de ressources, l'écroulement de la confiance entre les citoyens et leur gouvernement ce qui mène souvent à l'instabilité et la guerre. La coalition Publiez Ce Que Vous Payez (PWYP) fut fondée en 2002 par des organisations de société civile. L'Initiative de Transparence des Industries Extractives (EITI) fut fondée en 2003 par le gouvernement britannique. Les sociétés doivent publier ce qu'elles paient, les gouvernements, leurs reçus et ils doivent être surveillés par des indépendants dont la société civile.

Les Etats font partie d'EITI parce qu'elle est reconnue comme une marque de bonne gouvernance. Un gouvernement membre sera vu comme moins corrompu et plus stable. Les sociétés ont besoin de la confiance des citoyens si elles veulent opérer pendant 20 ans. Leur souci de stabilité est partagé par les fonds d'investissement.

Pour en faire partie, un gouvernement doit nommer un haut-fonctionnaire pour en diriger la mise en oeuvre, accepter de travailler avec la société civile et préparer un plan de travail, devenant ainsi un candidat. Quelque 20 pays en sont à cette étape qui est suivie par une série de réformes de transparence, l'Etat devenant alors un conformant EITI. Seuls le Nigeria et l'Azerbaïdjan en sont à cette étape. Puis, les détails de tous les revenus doivent être publiés et un débat public doit être tenu sur comment mieux utiliser les ressources. Après quoi, un expert indépendant, le validateur, se rend dans le pays pour avancer le processus.

## S O M M A I R E

<b>Darfour en Chute Libre... Sud Oublié</b> <i>Bételgeuse</i>	p. 1
Dernière heure	p. 2
<b>Dar Four</b>	
Interview d'Abd el Wahad el Nour <i>Simone Dumoulin</i>	p. 2
NU-UA / Episode Richardson/ Combats/ Exactions	p. 3
Des arabes darfouris créent un groupe rebelle	p. 4
Les arabes darfouris sont aussi des victimes <i>Julie Flint</i>	p. 4
Pétrole au Sud-Darfour	p. 4
Qu'arrive-t-il au Tchad ? <i>Human Rights Watch</i>	p. 4
<b>Attaque en règle du Cardinal Wako</b>	p. 4
<b>Sud Soudan</b>	
Le Pétrole et l'Avenir du Soudan <i>ECOS</i>	p. 6
Insécurité: Malakal, Unités jointes, ARS	p. 5
Total, Lundin	p. 5
<b>Droits de l'Homme</b>	p. 8
<b>Appel à signer la pétition</b>	p. 1
<b>Pétition</b>	p. 9

## Droits de l'Homme

### Le conseil des droits de l'homme des NU se reprend sur le Darfour

Depuis sa création en juin dernier, alors qu'il remplaçait une commission marquée par une fracture entre le Nord et le Sud et accusée d'adopter deux poids, deux mesures, le conseil a consacré ses trois sessions au problème israélo-palestinien.

La quatrième était consacrée au Darfour. Le conseil a tout d'abord voté un appel à la fin des violations, sans critiques de Khartoum, à la fureur des Européens et des Canadiens. C'était l'opinion africaine, soutenue par les Etats arabes et musulmans. Le Secrétaire Général de NU, Kofi Annan, a pris un coup de sang et s'est adressé à la commission: « Ce n'est qu'en vous montrant rigoureux et courageux que vous éviterez de décevoir tous ceux qui, partout dans le monde; se tournent vers les NU pour trouver un soutien dans leur lutte pour les droits de l'homme..., même en risquant la colère d'alliés régionaux.... Il n'est pas trop tard pour démentir les jugements prématurés de ceux qui pensent que certains pays coupables de violations de droits de l'homme pourront désormais échapper à l'opprobre internationale....Il est urgent d'envoyer une mission d'experts indépendants au Darfour » (Reuter 28.11; Afrique Centrale, Reuter 29 11).

La France a été le premier Etat à demander une session spéciale sur le Darfour (*Le Monde* 1 12) qui fut approuvée (UE, Russie, Chine oui, tous les Etats musulmans, plus le Cameroun, le Mali et le Sénégal, non).

A cette session, de manière attendue, le délégué du Soudan mentit éhontément : « une litanie de mensonges proférés contre le Soudan, l'objectif est de saper la dignité et la souveraineté des Etats faibles. » Le premier jour, la division entre Etats occidentaux et Etats arabes et musulmans se répéta. Ces derniers voulaient envoyer au Darfour non des experts mais des diplomates dirigés par Béchir soi-même. Après une intervention courageuse de la Zambie, le Pakistan, pour le groupe des Etats islamiques, reprochait à Annan de montrer une vidéo sur le Darfour et non sur la Palestine.

Finalement peut-être suite aux propos du président de l'UE « nous devons envoyer une mission puisque le Soudan n'est pas

d'accord avec les observateurs », la décision fut prise. Le Président de la Commission doit nommer les cinq experts (Reuter 13 12). Une fois de plus.

Abdallah Gosh, le patron des renseignements soudanais, fortement soupçonné d'être sur la liste de la CPI, qui s'était rendu à l'invitation de la CIA aux Etats-Unis dans leur avion, est venu à Londres se faire soigner et rencontrer des personnalités du Foreign Office pour parler terrorisme ((The Independent 26 11).

Le Royaume-Uni, pourtant très critique de la situation au Darfour, expulse des réfugiés darfouris. Parmi eux, le Docteur Halima Béchir darfouris. Des écolières étaient venues à son cabinet à la suite d'un viol de groupe. Elle en parla à des aides humanitaires. Des janjawid vinrent le lui reprocher et la violèrent tous. Selon Londres il n'y a pas de danger à renvoyer des Darfouris « africains » au Soudan (UPI 03 12).

Un soldat MLPS et cinq policiers furent tués dans la banlieue de Khartoum à Jebel Awlia. Le quotidien islamiste favorable à la partition du Soudan, dirigé par l'oncle de Béchir, *Al Intibaha*, affirma que cela avait été planifié par le MLPS. Le MLPS le poursuit devant les tribunaux (Reuter 28 11).

Pour la journée internationale des Droits de l'homme, des manifestations ont eu lieu dans 33 pays pour dénoncer les violences sexuelles au Darfour. Des personnalités féminines du monde entier dont Madeleine Albright, Edith Cresson, la soudanaise Fatima Babiker Mahmoud, la palestinienne Hanan Ashrawi, ont signé un appel (Canada Info 8 12, Reuter 9 12 AFP 0912). Des leaders religieux ont demandé un week-end de prières (CNS 06 12).

Le 21 janvier, une manifestation a eu lieu devant le siège de l'Union Européenne pour le Darfour.

Les Nations-Unies ont repris le rapatriement de réfugiés soudanais d'Ethiopie. Il en reste 69000 (Xinha 13 12).

---

(SUD-SOUDAN, Le pétrole et l'avenir du Soudan - suite de la page 7)

Sans participation de groupes indépendants de société civile, il n'est pas de processus EITI .

**Suzanne Jambo** .La loi qui établira la structure de la Commission pétrolière doit en assurer la transparence.

## Faits de base sur l'exploration et la production de pétrole

**Egbert Wesselink**, *ECOS* (les nombreux tableaux sont à consulter sur *Ecosonline*).

Avec, en 2006, l'expansion de la raffinerie, la mise en production de trois nouveaux champs pétroliers et la création de trois nouveaux oléoducs, la production passera en 2007 à 617 000 barils/jour.

Les résultats de l'exploration en-dehors du Haut-Nil et du Sud-Kordofan sont décevants. Les seuls espoirs vont à la concession disputée de Total. Les chiffres donnés, tant pour la production que pour les finances, sont des estimations. Ils ne sont pas vérifiables. Les faits non-mesurables, prix artificiels, achats publics sans mise en concurrence, dépenses hors budget, habitude de passation de contrats et de conclusion de marchés politisés, ne reflètent pas les coûts. Les estimations de production ne prennent pas en compte les risques politiques et sécuritaires croissants.

## Conclusion

Les disputes pétrolières peuvent être résolues en appliquant l'accord de paix.

Il faut;

Une force de suivi par la société civile et le partage avec tous; Organiser d'autres conférences sur le même sujet où assisteraient le ministre de l'Energie, les sociétés pétrolières, (*invités, seul Total était présent*), les hommes politiques et les hauts-fonctionnaires du gouvernement du Sud Soudan.